

Bande de Gaza : une implosion humanitaire

RESUME DU RAPPORT

Les 1,5 millions de Palestiniens de la bande de Gaza connaissent aujourd'hui les pires heures qu'ils aient eu à vivre depuis le début de l'occupation israélienne en 1967. Produit des hommes, la situation actuelle de Gaza aurait pu être évitée et, avec la volonté politique adéquate, peut encore être renversée.

Gaza souffre depuis longtemps de facteurs structurels entraînant tant la stagnation économique que la chute des indicateurs de développement. La situation s'est aggravée suite aux restrictions imposées par Israël sur les mouvements des biens et des personnes. En réponse à la prise de contrôle du Hamas sur Gaza et aux attaques indiscriminées de rocket sur le territoire israélien, de très fortes restrictions sur le mouvement des biens et des personnes ont été imposées par Israël qui n'ont eu cesse d'aggraver la situation de manière exponentielle. Le présent rapport a pour objet d'illustrer à travers quelques secteurs clés la gravité de la situation actuelle.

- **Accès humanitaire**

Toute entrée ou sortie de la bande de Gaza est aujourd'hui impossible, rendant l'approvisionnement en nourriture et en eau, ainsi que le bon fonctionnement des services de santé de base et celui des stations d'épuration plus qu'aléatoire. En résultat du blocus et de l'effondrement de l'économie, les familles ont peu d'argent disponible pour se procurer de la nourriture et la nourriture disponible est en quantité limitée. Les prix des produits d'alimentation ont ainsi fortement augmentés tandis que la farine, le lait pour bébé et le riz, entre autres produits de première nécessité, sont devenus un bien rare. Entre mai et juin seulement, le prix de ces produits avaient augmenté respectivement de 34%, 30% et 20,5%.[1].

Alors que la crise humanitaire s'intensifiait, le nombre de camions transportant les approvisionnements commerciaux et humanitaires chutait. Durant les mois précédant le renforcement du bouclage, environ 250 camions par jour entraient à Gaza chargés d'approvisionnement[2]. Le point de Sufa, par exemple, est autorisé maintenant à laisser passer un maximum de 45 camions par jour. [3] Dans la plupart des cas cependant, ce chiffre n'est presque pas atteint.

- **Pauvreté et dépendance à l'aide alimentaire**

Le nombre de personnes vivant dans la grande pauvreté à Gaza a connu une augmentation aigue. Aujourd'hui, 80% des familles vivent de l'aide humanitaire, alors qu'elles n'étaient que 63% en 2006[4]. Un tel déclin a provoqué un niveau de pauvreté sans précédent, une large majorité de la population se trouvant dans l'incapacité de se procurer une alimentation de base. En conséquence, durant l'année 2007 les foyers dépensaient en moyenne 62% de leurs revenus dans la nourriture, en comparaison de 37% de leurs revenus en 2004.[5] Pour pallier les besoins de cette population paupérisée grandissante, l'aide alimentaire a dû fortement augmenter. En 2008, c'est plus d'1,1 million de personnes dépendantes de l'aide alimentaire, autrement dit les trois quarts de la population de Gaza. En moins de 10 ans, le nombre de familles vivant de l'aide alimentaire de l'UNRWA fut multiplié par dix.[6]

**Amnesty International UK - CARE International UK – CAFOD - Christian Aid -
Médecins du Monde - Oxfam Grande-Bretagne - Save the Children**

- **Chômage**

Aujourd'hui proche de 40%, le taux de chômage à Gaza est pronostiqué à 50% sous peu.[7] Le secteur privé, qui génère 53% des emplois dans la bande de Gaza, ne cesse de se déstructurer, les entreprises font faillite, 75 000 des 110 000 travailleurs ont perdu leur emploi.[8] Aujourd'hui, 95% des contrats industriels sont suspendus faute de pouvoir se procurer les fournitures nécessaires à la production ou faute de pouvoir exporter le peu qui est produit.[9] 3 900 usines employaient 35 000 personnes à Gaza, en juin 2006. Six mois plus tard, elles n'étaient plus que 195 usines, employant seulement 1 750 personnes. L'industrie du bâtiment est paralysée, mettant au chômage technique des dizaines de milliers de travailleurs.[11] Le secteur agricole a été sérieusement mis à mal, laissant près de 40 000 travailleurs qui dépendent d'habitude de cultures de rente sans revenu.[12] Cette chute des opportunités d'emploi dans la bande Gaza a été aggravée par la décision par Israël de ne plus faire appel à la main d'œuvre bon marché de Gaza. En septembre 2000, quelques 24 000 travailleurs sortaient chaque jour de Gaza pour travailler en Israël.[13] Aujourd'hui ce chiffre est de zéro.

- **Services de base**

Le blocus est en train de détruire les infrastructures des services publics à Gaza. Le gouvernement israélien entrave toute possibilité d'entretien ou de réparation des infrastructures des services pour l'eau et l'électricité en interdisant l'importation des pièces détachées. L'impact de la déstructuration des infrastructures des services publics est d'autant plus important qu'Israël impose des mesures punitives sur l'acheminement de l'électricité et du fuel vers Gaza. Les hôpitaux ne sont pas en mesure de générer l'électricité suffisante pour faire fonctionner leurs équipements destinés à sauver des vies ou à produire de l'oxygène, tandis que 40 à 50 millions de tonnes d'eaux usées non traitées continuent à être déversées dans la mer chaque jour. [14] Une enquête de l'UNRWA, réalisée en septembre 2007 dans la bande de Gaza, révèle que les élèves de collège connaissent un taux d'échec de 80% et jusqu'à 90% en mathématiques.[15] En janvier 2008, l'UNICEF rapportait que les écoles de Gaza avaient annulé les cours exigeant une importante consommation d'électricité, tels que les cours d'information et de technologie, de sciences naturelles en laboratoire et les activités hors cursus classique.[16]

- **Accès aux médicaments de base et aux soins de santé**

En conséquence des restrictions imposées sur le fuel et l'électricité, les hôpitaux vivent actuellement des coupures d'électricité allant de 8 à 12 heures par jour. On diagnostique un manque de 60 à 70% du fuel nécessaire au bon fonctionnement des générateurs d'énergie dans les hôpitaux.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, la proportion de patients à qui un permis de sortie de Gaza a été accordé pour des raisons médicales est passée de 89,3% en janvier 2007 au taux sans précédent de 64,3% en décembre 2007. Cependant ces patients à qui l'ont accordé un permis de sortir se voient souvent refuser cette sortie au point de passage pour Israël. 27 cas de ce genre ont été rapportés pour le seul mois d'octobre. L'Organisation Mondiale de la Santé a évalué l'accès des patients aux services spécialisés de santé qui ne sont pas disponibles dans la bande de Gaza. Un des principaux indicateurs de suivi correspond au nombre de morts dus au manque d'accès au service adéquat. Entre octobre et décembre 2007, l'OMS a ainsi confirmé la mort de 20 patients, dont 5 enfants.

**Amnesty International UK - CARE International UK – CAFOD - Christian Aid -
Médecins du Monde - Oxfam Grande-Bretagne - Save the Children**

Une nouvelle politique pour Gaza

De fait, le blocus a démantelé l'économie et appauvri la population de Gaza. Les politiques d'Israël affectent la population civile de Gaza sans distinction et constituent ainsi une punition collective contre les hommes, femmes et enfants ordinaires. De telles mesures sont illégales au regard du droit international humanitaire.

Israël a le droit et le devoir de se défendre contre des attaques de roquettes indiscriminées à l'encontre de sa population civile, mais sa politique actuelle a échoué à améliorer la sécurité d'Israël et a conduit à une polarisation accrue. Comme l'a souligné le responsable de l'UNRWA, "des communautés affamées, en mauvaise santé et en colère ne constituent pas de bons partenaires pour construire la paix".

Les efforts internationaux devraient avoir pour priorité de mettre fin rapidement au blocus de Gaza. La politique actuelle d'Israël d'isolement et de refuser de discuter avec les dirigeants palestiniens ne fait que refermer les portes de la négociation et renforcer la crise humanitaire et politique.

Il y a un besoin urgent de favoriser le dialogue et la réconciliation entre Palestiniens afin de créer et d'entretenir les conditions d'un processus de paix crédible et viable avec Israël. La communauté internationale doit apporter le soutien politique nécessaire à un tel objectif. Jusqu'à présent, les échecs répétés à résoudre la situation à Gaza ont porté atteinte à la fois aux Palestiniens et aux Israéliens, tout en affaiblissant le processus de paix global lui-même.

[1] *WFP Food Security and Market Monitoring Report* - 9, June 2007

[2] OCHA

[3] Oxfam Jerusalem, Février 2008

[4] OCHA *Special Focus*, Décembre 2007

[5] Le Programme Alimentaire Mondial, PAM, cité dans OCHA *Special Focus*, Décembre 2007

[6] Actuellement, 182 400 familles (correspondent à environ 860 000 personnes) reçoivent l'aide alimentaire de l'UNRWA et 302 000 personnes du PAM, ce qui représente un total de 1,1 million de personnes. Seulement 16 174 familles de la Gaza recevaient en 1999 l'aide alimentaire de l'UNRWA.

[7] Le taux exact est de 37,6%. Le Bureau des statistiques palestinien cité dans OCHA *Special Focus* Décembre 2007, *Closure of the Gaza Strip: The Economic and Humanitarian Consequences*.

[8] PALTRADE 2007

[9] Fédération palestinienne des industries citée par la Banque mondiale, Paris, le 17 décembre 2007, *Investing in Palestinian Economic Reform and Development*.

[10] Présentation de PalTrade devant le PSCC, juillet 2007, et récentes interviews de la Fédération palestinienne des industries citée par la Banque mondiale, Paris, le 17 décembre 2007. *Investing in Palestinian Economic Reform and Development*.

[11] OCHA, Décembre 2007

[12] IBID

[13] Banque mondiale, Septembre 2006, *West Bank and Gaza Up-date*.

[14] Oxfam Jerusalem / CMWU Gaza Février 2008

[15] UNRWA Septembre 2007

[16] UNICEF Janvier 2008